Le MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste
3, Rue Terneaux - Paris (11e)

Numéro spécial
Juin 1968 - 1 F

Sous les plis du drapeau noir

Les théoriciens distingués en sont tombés sur leur cul ! Ils avaient noirci les pages des revues spécialisées pour nous expliquer le processus d'évolution qui, infailliblement, conduirait le prolétariat des usines à une prise de conscience de son aliénation.

Ils avaient disserté sur l'union des travailleurs et des classes moyennes, sur les vertus de l'outil parlementaire, sur les valeurs morales nouvelles qui se dégageaient de la société industrielle.

Une poignée de jeunes gens la tête pleine de rêves généreux, le cœur énorme, sont sortis en tumulte de leur école et toute cette prose savante est apparue en plein jour avec son caractère dérisoire.

Les théoriciens se sont trompés. Ils n'ont pas été les seuls. Les forts en thème qui sévissent dans les pages du « Monde », de « L'Express », avec le sourire supérieur des imbéciles, les duettistes de la télévision ou des radios nous avaient informés que le temps des révolutions était révolu. Les « directions géniales » des partis dits révolutionnaires et des syndicats ouvriers, calfeutrés dans leurs immeubles cossus attendaient que la prophétie des « maîtres géniaux » se réalise.

Il eût été dangereux il y a moins de deux mois, à la ville comme aux champs, à l'école, à l'usine comme dans les clubs bien, où des gens distingués discutent du socialisme en buvant le thé, de parler de barricades, d'insurrection, de révolution.

On vous aurait regardé de haut, et si vous aviez eu le mauvais goût d'insister, on vous aurait traité d'analphabète-politique, de demeuré, de zazou en quête d'exhibitionnisme.

Il a suffi d'un cri de colère, d'un geste de révolte, du refus motivé d'une poignée d'étudiants pour précipiter le prolétariat dans une lutte à laquelle personne ne croyait plus, pour dérégler la lourde machinerie sur laquelle repose la société du profit, pour que soit posé à la conscience de chacun le vrai problème qui est celui de l'abolition du salariat, du profit, et en fin de compte de l'Etat, qui est l'élément régulateur, centralisateur et coordinateur de cette société industrielle de classes.

Lorsque les choses se sont gâtées, et qu'à l'appel de la rue, le gouvernement a répondu par la trique, on a vu les professionnels de la politique, les professeurs de quelque chose, quelque part l'affoler et s'aggriper au frein avec l'énergie du désespoir.

Mais les câbles ont cédé, le voile derrière lequel toute cette faune, gâtée par la vie, abritait son confort économique et intellectuel, s'est déchiré.

Alors la société moderne, ses notables, ses recteurs, ses bouffons de cour, ses janissaires sont apparus sous le projecteur.

La société qui s'effondre était incarnée par des institutions parlementaires qui prennent leur source dans le dialogue imbécile de Socrate où il est question de la place de chacun dans la société et que des professeurs abrutis par une université façonnée par des recteurs nous ont obligés à ingurgiter sans tolérer que la réflexion vienne rectifier les conneries de Platon.

Au centre de ces institutions, le parlement, creuset où viennent barbotter tous les intérêts contradictoires des clans qui composent la classe dirigeante.

Les hasards de la grève et de l'occupation ont braqué les projecteurs de la télévision sur cet aquarium. Le spectacle fut de qualité et digne de la tragédie grecque, mère de la morale idiote dont nous avons hérité.

Ces « représentants du peuple » réduits à la figuration par un pouvoir qui les maîtrise, battent périodiquement des ailes pour faire un peu de vent, afin de diluer l'atmosphère étouffante où ils marinent en attendant la retraite, soutenus d'ailleurs par la « considération » et les « honneurs » dont ils jouissent dans leur sous-préfecture, ce qui les console du dédain où on les tient, aussi bien dans le public que dans les allées du pouvoir.

Cette fois-ci, à travers la querelle qui opposait la droite et la gauche, et dont la rue et son mouvement n'étaient que le prétexte, c'est leur destin qui se jouait.

La rue grondait, la jeunesse remettait en cause la société, le monde du travail se saisissait des usines. A la tribune un homme fatigué enfilait des phrases creuses pendant que de l'autre côté du fleuve un vieillard tapi derrière son palais attendait le verdict. La majorité se cramponnait au pouvoir et à ses délices, de sa voix fluette la minorité alignait des lieux communs qui ne passaient pas la barrière. Tel professeur donnait la leçon à la majorité qu'il allait quitter après s'en être nourri. Un huluberlu nous faisait part de ses états d'âme, le coco de service jouait au grand méchant loup à pattes de velours. Le centre, refuge de tous les requins de l'économie et de la politique, piaffait d'impatience supputant les portefeuilles, qui sont éphémères, mais qui garantissent les places dans les conseils d'administration qui sont des nourritures plus solides. Il n'a même pas manqué le Judas, œil sombre et barbe inspirée, pour que la « Cène » fût complète et digne du pinceau de Vinci.

Nous avons vu tout ce joli monde pérorer à grand renfort de citations, prises dans nos meilleurs auteurs classiques, et nous entendîmes (ce qui fut relativement consolant) Appolinaire, Hugo, Péguy, sortirent de ces lèvres desséchées par la frousse. Devant son poste plus d'un auditeur dut penser à Louis Ferdinand Céline et à l'emprunt qu'il eut pu faire à son œuvre pour souligner ses sentiments devant ce spectacle douteux.

Tous ces personnages qui jouaient à s'arracher des voix étaient si totalement pareils, qu'on en pût les interchanger sans altérer la comédie. D'ailleurs c'est autre part, au sein des cartels économiques, des directions des partis, des associations d'intérêts de tous genres et de tous ordres que la pièce se jouait, et l'impuissance comme l'inutilité de leur pantomime paraissait encore plus pitoyable.

Le combat qui s'engageait et que la séance à la Chambre soulignait, se jouait dans la rue et à l'usine, qui avaient pris le pouvoir à la gorge. Mais la rue, comme l'usine, savaient-elles bien ce qu'elles voulaient ?

Seuls les étudiants ont posé le problème sur la vraie base; pour eux c'est la société qu'il faut rejeter et, pris d'une frénésie de destruction, ils ont remis en question à la fois son économie, sa structure et sa morale de comportement.

Ils ont été incontestablement plus loin que les ouvriers qui, eux, n'ont que timidement déposé la revendication, et pour lesquels l'autogestion ou plutôt la gestion ouvrière reste un objet étrange qui est à la fois attirant, dangereux, mystérieux, qu'ils ne savent pas trop par quel bout aborder. En réalité les étudiants nous ont rendu un grand et merveilleux service en reprenant le vieux langage et en marchant sous les plis du drapeau noir sans trop savoir ce qu'il représentait, ou plutôt en y accolant ce qui était leurs sentiments propres, sans bien se soucier si cela correspondait avec ce qu'en avaient dit les théoriciens de l'anarchie. C'est sympathique, bien sûr et, dans les rues, les gens qui applaudissent soulignent cet aspect de la manifestation, symbolisé par l'anarchie, ou plutôt par une certaine anarchie.

Mais, pas plus que l'occupation des usines la kermesse de la Sorbonne n'est une fin en soi. Détruire est une négation et l'anarchie est un espoir, le seul espoir de l'humanité. Il faut détruire l'Etat, mais il faut construire le lien fédéraliste de coordination. Il faut détruire le capitalisme, mais il faut construire la gestion ouvrière et mettre en place les rouages complexes qui permettront aux hommes de se procurer les objets qu'ils désirent, et cela ne se fera pas avec du spectacle, mais avec du travail judicieusement réparti entre tous. Il faut trouver un lien moral pour mettre tout à la fois en liberté et en sécurité.

Il faut aussi passer de la jeunesse à l'âge adulte de façon harmonieuse et il y a parfois dans la revendication « jeune » quelque chose de déplaisant qui a un ferment de classe.

Enfin, l'anarchisme collectiviste connaît la valeur de l'outil de travail qu'est l'organisation, c'est-à-dire pour nous la Fédération anarchiste et son journal « Le Monde Libertaire ».

C'est en répandant notre journal, c'est en serrant les coudes autour de notre Fédération anarchiste, que les grains qui ont germé, sous les plis du drapeau noir, se lèveront pour la révolution, non pas la révolution du verbe, mais la révolution dans les faits.

LE MONDE LIBERTAIRE

VERS LA REVOLUTION

Cela va faire bientôt quinze jours que les étudiants occupent les facultés. Si on a pu dire qu'il régnait une certaine confusion, c'est dû au fait, en grande partie, que beaucoup de personnes sont là en « touristes »; mais en réalité dès le début des commissions de travail se sont créées, des comités d'action ont vu le jour dans tous les arrondissements, sur tous les plans de l'activité humaine, de nombreuses rencontres ont eu lieu et auront lieu encore entre étudiants et ouvriers dans les facultés, dans les usines malgré l'interdiction formelle et physique des responsables de la C. G. T. qui craignent un contact entre « leurs » ouvriers et les « aventuriers gauchistes ». Des tracts d'explication et de mise au point ont été distribués dans toutes les couches de la population et plus particulièrement dans les professions libérales et chez les artisans. Des meetings se sont tenus dans différents quartiers, et des affiches ont également mis la population au courant des événements.

Il est bien sûr trop tôt pour se rendre compte si ce travail d'information, de propagande et de lutte est réellement efficace et correspond à un besoin, mais déjà le fait que la grande masse des travailleurs soit décidée à poursuivre la grève et les occupations d'usine, bien que les dirigeants syndicaux et particulièrement ceux de la C. G. T. n'aient pas été favorables à cette « détermination de la base », peut faire penser que la voie prise actuellement est la meilleure possible et qu'il faut s'y engager plus à fond.

On voit donc que dans leur ensemble les éléments qui se sont précisés sont assez constructifs, et qu'il est important de les mettre en évidence de façon à montrer que le mouvement révolutionnaire qui s'est créé spontanément est en train de s'organiser et de déboucher sur des propositions pratiques. D'ailleurs le pouvoir ne s'y est pas trompé qui tend à rassembler toutes les forces politiques et syndicales traditionnelles, qui se trouvent dans la situation actuelle englobés dans la réaction, et qui désire ainsi, en prévision du prochain référendum, faire l'unité politicarde contre la « pègre », les « étudiants » et les « anarchistes ». Malheureusement pour lui il est peut-être trop tard, le mouvement est déjà fort avancé, l'allure générale prise paraît maintenant irréversible. Et ce qui est remarquable c'est qu'en fin de compte aucun parti politique n'a encore pu vraiment contrôler ce mouvement de révolte qui se mue en mouvement authentiquement révolutionnaire. Cela ne nous empêche pas de démasquer les manœuvres qui se déroulent en ce moment, après la tentative de récupération du P. C. venant du P. S. U., chacun en a eu la démonstration lors de la manifestation du 27 au stade Charléty : le seul parti politique représenté à cette manifestation syndicale était le P. S. U. Coïncidence, quand on sait que le bureau de l'U.N.E.F est P. S. U. Ainsi Mendès et Roccard ont eu une présence remarquée. Mais n'oublions pas que le référendum est proche et que l'on peut envisager d'autres élections à plus ou moins longue échéance, alors on se place. Mais dans le fond je ne pense pas que le mouvement se laisse prendre au piège car chacun sait à l'intérieur que la réelle valeur révolutionnaire du mouvement se situe dans ce refus des structures traditionnelles. Jusqu'à maintenant le mouvement a su empêcher toutes les infiltrations partisanes, on l'a vu tout au début avec la tentative de prise en main par la F. E. R. (1), puis par la tentative de récupération du P. C., et il paraît décidé à continuer dans ce sens. Si cela se révèle exact je pense qu'il a une chance de réussite, même si cette réussite ne se concrétise pas dans les jours, les semaines ou les mois qui viennent. Raisonnablement d'ailleurs on peut difficilement penser que nous puissions arriver assez rapidement au résultat que nous escomptons, bien que le mouvement depuis le départ ne manque pas de nous étonner.

Pratiquement comment pourrons-nous parvenir au but que nous nous sommes fixé, et d'abord quel est ce but ? Il est sûr que nous abordons là un problème extrêmement important, le plus important d'ailleurs. En effet, si on laisse de côté le fait qu'il nous faut détruire ce qui existe actuellement pour construire ce que nous désirons et que nous admettons ce fait acquis — nous l'aborderons dans la suite de l'article — il nous faut, et c'est une obligation, définir ce que nous voulons.

CE QUE NOUS VOULONS

Le but commun est le socialisme. Cette révolution sera une révolution socialiste. Seulement où apparait la difficulté c'est lorsque nous voyons les différentes explications du socialisme. Outre la séparation formelle entre le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire, il existe au sein du socialisme autoritaire de nombreuses déviations sans que l'on puisse dire exactement qui est la déviation de l'autre. Quant au socialisme libertaire il comprend plusieurs tendances mais son unité de finalité et sa richesse diversifiée lui donne une force incontestable qui suplée à son infériorité numérique dû à l'attachement au principe de la minorité agissante des socialistes libertaires.

Mais tout cela c'est de la théorie, et ce qu'il nous faut c'est que le problème se pose à à l'envers. Actuellement nous avons une force socialiste et il reste, avec les composants de cette force, à construire un socialisme qui convienne à chacun. Il s'agit de faire et d'agir avec les éléments existants, et non en tirant des plans sur la comète sans tenir compte des réalités. Il existe déjà des grands points d'accord que l'on peut dégager et qui sont : La gestion directe, la libre participation de chacun donc dans toutes les entreprises collectives humaines, et également le fédéralisme comme structure politique, un fédéralisme qui est compris comme étant l'opposé et le contraire du centralisme étatique. Donc sur ces bases larges et en même temps précises nous pensons qu'il est envisageable de déboucher sur des propositions pratiques réalisables de suite. Déjà à l'intérieur des facultés autonomes nous voyons se dessiner une application pratique de ces principes, et nous devons constater avec plaisir qu'ils remplissent parfaitement leur rôle dans la mesure où chacun joue le jeu et en tenant compte de la réalité de l'homme, réalité de ses qualités mais aussi et surtout de ses défauts.

Voilà le contenu socialiste, la base plutôt, et qui existe à l'état embryonnaire dans les facultés autonomes et notamment à la Sorbonne. Le travail qui reste à faire maintenant consiste à coordonner tout cela de façon à créer une organisation et surtout des structures.

COMMENT CONSTRUIRE ?

Il est évident qu'il serait aberrant de vouloir construire quelque chose sans au préalable l'avoir défini, et sans savoir situer cette construction par rapport à un état déjà existant. C'est pour cela que nous pensons, et on peut difficilement faire autrement, que la lutte première est celle qui consiste à détruire la société existante. Tant que n'auront pas disparu les tares actuelles, l'exploitation de l'homme par l'homme qui a créé l'inégalité économique, le pouvoir politique oppressif et tout ce qui découle de cet état de fait, on ne pourra rien construire de valable.

Il est impensable d'envisager de détruire cette société en voulant la miner de l'intérieur, en jouant son jeu. C'est elle qui nous bouffera, et l'échec du Parti Communiste en est une preuve flagrante et irréfutable. C'est pour cela que la lutte commencée par le mouvement étudiant est authentiquement révolutionnaire, parce qu'il refuse le terrain de combat du capitalisme et propose son propre terrain. Ce terrain c'est la rue, les lieux de travail, les facultés, et même chez soi. Détruire c'est s'attaquer aux symboles, aux institutions : l'Etat, les partis politiques, les directions syndicales, le capitalisme, les représentants de l'ordre, etc. Et la société s'est laissée prendre au piège. Elle n'a pas eu d'autres parades que la répression, répression violente en comparaison des moyens mis en œuvre par les étudiants pour informer l'opinion de leurs désirs : tracts, affiches, meetings improvisés et refus de reconnaître des règlements qui sont tout simplement faits pour brimer les aspirations les plus légitimes des hommes (notamment en ce qui concerne le problème sexuel). C'est dans ce genre d'action que s'est créé le mouvement du 22 mars qui, fidèle à son action, entend poursuivre la lutte révolutionnaire sans faire de compromis avec qui que ce soit.

Il est temps de reconnaître les révolutionnaires de fait des révolutionnaires de salon, les sincères des honnêtes, et les derniers événements ont ainsi obligé certains à jeter publiquement le masque (cf collusion P. C.-De Gaulle). Il est grand temps de choisir où est son camp.

La lutte révolutionnaire ne doit plus se résumer à de longues théories plus ou moins fumeuses mais elle doit consister à agir. Cette action devant se faire sur tous les plans, et devant être révolutionnaire.

VERS OU ?

Il nous semble très important de continuer la lutte révolutionnaire sur les bases définies plus haut et aussi de faire en sorte que toutes les tentatives de récupération partisane échouent. De toutes façons, même en admettant que le mouvement s'arrête là par essoufflement, les barricades n'auront servi à rien, une brèche est ouverte, une voie est tracée. Nous savons que la répression sera sévère en cas d'échec à court terme, mais nous saurons prendre nos responsabilités comme nous savons les prendre actuellement en dénonçant les provocateurs de la police, qui tentent de nous déconsidérer aux yeux de l'opinion publique.

Cependant le pessimisme n'est pas de mise. Les portes de la révolution sont entrouvertes, à nous de les ouvrir en grand.

Michel CAVALLIER

(1) Fédération des Etudiants Révolutionnaires (trotskyste) ex C. L. R. (Comité de liaison des étudiants révolutionnaires).

Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste.

LOUISE MICHEL

IL A PARLE

Au moment de la parution de ce journal, de Gaulle vient de prononcer un discours de plus à ajouter à la masse de tous ceux dont il nous a abreuvés depuis dix ans et plus.

Certes nous savons, anarchistes, et peut-être vous aussi qui ne l'êtes pas, ce que vaut un discours.

Vide de sens, neuf fois sur dix, il faut entendre entre les mots les intentions secrètes des maîtres jésuites qui les prononcent, découvrir les arrière-pensées de leurs auteurs.

Et là, il n'est plus question de discours mais d'actes; là, les appels à la démocratie et à la volonté du peuple sont mis à l'écart pour laisser la voix aux grenades et aux mitrailleuses.

Laissant de côté toute la phraséologie coutumière au personnage, le rappel de ce mandat qui lui a été donné par le pays (42 % compte tenu des abstentions), et qu'il remplira jusqu'au bout, le plus clair de son discours est qu'il entend faire régner l'ordre.

Et nous savons ce que, dans sa bouche, signifie faire régner l'ordre. Les flics nous en ont donné un aperçu.

Monsieur de Gaulle nous a mis en garde contre le danger d'une dictature de gauche, les communistes ayant tôt fait selon lui, d'absorber leurs partenaires de la F. G. D. S. au lendemain d'un succès électoral des uns et des autres, et le saint homme voulant nous épargner une pareille tyrannie continuera à remplir son devoir, qui est aussi sa mission.

Ce dont il oublie de nous parler, c'est d'un autre danger sur lequel il s'est montré plus discret : celui d'une dictature de droite.

Résolument opposé à toute tyrannie d'où qu'elle vienne, nous eussions aimé qu'il s'attardât à nous entretenir de celle qui pèse sur nous depuis dix ans, avec la même éloquence dont il nous a entretenus de celle qui pourrait nous échoir.

Nous eussions aimé qu'il nous rappelât le bilan d'une France dont les écoles sont livrées à l'Eglise, où les décisions se prennent en dehors du peuple et à son détriment, en dépit de prétendues consultations comprenant deux questions amalgamées, qui concourent à les rendre inintelligibles.

Nous eussions aimé qu'il nous entretînt de l'emploi de son temps, depuis son départ pour sa retraite de Colombey-les-deux-Eglises. (Un chef d'Etat démocrate ne doit-il pas quelques comptes à ceux qu'il nomme des citoyens ?)

Cela nous aurait renseignés sur certaines visites à des militaires, jadis factieux (rien n'est plus facilement factieux qu'un militaire), cela nous aurait peut-être appris qu'il peut y avoir demain aux portes de Paris suffisamment de troupes de paras ou de légionnaires pour fusiller la révolte comme Gallifet l'a fait pour la Commune.

Le général de Gaulle aurait certainement fait montre de moins d'assurance, s'il n'avait pas eu celle de pouvoir mitrailler la populace.

Il n'aurait pas maintenu avec cette arrogance l'homme de la haute banque à la tête du gouvernement.

Le jeu est clair, les batteries démasquées, la lutte entre le pays et le pouvoir est ouverte.

M. L.

La Fédération anarchiste communique :

- Devant le désarroi du gouvernement et les ridicules propositions du général de Gaulle,
- Devant la trahison de la C. G. T. et du P. C. qui soutiennent le régime,
- Devant cette trahison désavouée par un grand nombre de syndiqués et de militants,
- Devant la prise de conscience estudiantine, ouvrière et paysanne,

Les Anarchistes réaffirment leur soutien à tous les étudiants, travailleurs et paysans en lutte et les assurent de leur entière et active solidarité.

Ils constatent en outre la justesse des méthodes qu'ils ont toujours préconisées : la gestion de tout organisme par les intéressés et non par de prétendus représentants.

Le grand divorce...

« Son discours, on s'en fout ! » clamaient les manifestants à travers les artères de la capitale.

Ne nous y trompons pas, ce cri jailli des poitrines est plus qu'un quelconque slogan, c'est la formulation populaire du grand divorce qui vient de s'effectuer entre la rue et le pouvoir.

Ce divorce que les anarchistes ont toujours proclamé, en dénonçant les fragiles apparences, cet abîme qui sépare le peuple du gouvernement, même lorsque celui-ci feint d'en appeler à celui-là, ce divorce, la population vient d'en avoir la vague conscience, conscience qui s'affirme et se précise de jour en jour.

Elle comprend enfin ! qu'on ne résoud pas le problème avec des discours, qu'on ne couvre pas la voix des revendications populaires avec des hymnes nationaux, et qu'on n'apaise pas les colères avec des changements d'étiquettes.

De Gaulle, lui, n'a rien compris — sa vanité l'en préserve — aveugle à ce réveil de la pensée, il continue à parler aux Français, comme si ceux-ci en étaient encore au niveau intellectuel de l'UNR moyen.

Or, même parmi ceux-ci, il en est qui se rendent compte que le régime branle dans le manche, que l'arrogance, la suffisance et le mépris du peuple ont un terme, et que le respect pour un képi devient chose très relative (les derniers événements l'ont surabondamment prouvé).

De Gaulle aujourd'hui condescend à entendre les revendications populaires, par la voix des délégués syndicaux, mais il le fait précisément dans un temps où la voix même de ces représentants est contestée par ceux dont ils sont mandataires (n'est-ce pas Monsieur Seguy ?)

Brimés, trompés par le gouvernement, ils entendent ne pas l'être par leurs propres organismes, ils entendent ne pas voir leurs revendications reléguées sur des voies de garage.

Ils ont déplacé la lutte du tapis vert à la rue, du maquis parlementaire à l'occupation des usines et a l'émeute.

Le mouvement a pris de l'allure et il sera bien difficile à tous les vieux renards en place ou avides de le prendre, de calmer la fièvre du pays.

En vérité il faut que cette élite soit bien niaise et bien ignorante pour s'être laissée acculer à cette impasse.

Elle aurait pu méditer sur l'aventure d'un certain Charles X, auteur lui aussi d'ordonnances, et qui lui aussi ne céda qu'à la force.

Aussi stupide que de Gaulle il crut sauver son régime par un renforcement de son pouvoir.

Il était trop tard.

Le peuple réclamait son départ sans retour.

De même, dans la situation présente, le gouvernement se tromperait lourdement s'il croyait obtenir par l'autorité des organismes syndicaux, ce que ce peuple refuse de l'autorité de l'Etat.

L'heure n'en est plus aux tours de prestidigitation politique et à celle du « passe moi le séné, je te passe la rhubarbe».

Un accord conclu entre les confédérations syndicales et les tenants du régime, sera-t-il pour autant agréé par les étudiants qui ont investi la Sorbonne, par les ouvriers qui occupent les usines et par les paysans qui manifestent devant les préfectures.

Les uns et les autres refuseront, peut-être, de souscrire à une mouture, à l'élaboration de laquelle ils ont été soigneusement écartés.

Ceux-ci, selon un mot qui fait fortune, constituent des incontrôlés. Ils ne relèvent de l'autorité et des ordres de qui que ce soit; ils ont trop subi et l'une et les autres pour consentir à les subir davantage.

C'est en cela que le mouvement qui secoue le pays est typiquement révolutionnaire.

Il n'entend pas accorder aux uns ce qu'il refuse aux autres, renverser Charles X pour hériter Louis Philippe.

Les revendications vont bien au-delà des limites auxquelles veulent les circonscrire certains (entre autres la C. G. T., qui s'essouffle à suivre le mouvement après l'avoir désavoué, et qui, dépassée par la base, essaie de ralentir sa marche pour coller à elle).

Mais alors c'est l'anarchie s'écriera le bourgeois épouvanté.

Pas de reprise du travail, l'économie paralysée, le pays sans communications, sans transports et bientôt sans vivres.

Non ! L'anarchie dans le sens de désordre où vous l'entendez, c'est le système bourgeois, capitaliste et étatique lui-même.

C'est lui qui porte la responsabilité d'un monde aux deux tiers sous alimenté, c'est lui qui porte la responsabilité d'une économie factice quand elle n'est pas criminelle et qui repose sur un immense gachis, une économie qui vend de la poudre de perlimpinpin et des France-Dimanche, quand elle ne fabrique pas des engins de mort.

Vous voulez rétablir l'ordre, dites-vous ?

Quel ordre ?

Celui de milliardaires et de Smig, de vieux travailleurs que l'on trouve pendus dans leurs carrés, de jeunes à qui l'on inculque la magnificence et la sagesse du système, d'ouvriers a qui l'on rogne le pouvoir d'achat, dans le même temps où le capitalisme gonfle ses bénéfices, de politiciens qui prétendent penser et décider pour autrui, et des flics qui matraquent ceux qui ne sont pas d'accord.

Celui d'un pouvoir qui trouve des millions pour recevoir en grande pompe les racketteurs internationaux, et qui trouve un ministre pous signer un arrêt d'expulsion contre Cohn Bendit.

Est-ce cet ordre là dont vous avez la nostalgie ?

Nous pas.

Notre anarchie à nous n'est pas dans cette façade qui camoufle mal, les combines, les tripatouillages, les prébendes des uns et la misère du plus grand nombre.

Notre anarchie à nous n'est pas dans l'irresponsabilité d'une population moutonnière conduite par des bergers et mordus par des chiens, et menés vers de douteuses bergeries, quand ce n'est pas des abattoirs.

Notre anarchie à nous est dans un ordre social qui ne descend pas d'un temple royal ou parlementaire, mais qui monte de la prise de conscience de tous.

Notre anarchie à nous refuse de s'en rapporter à la voix de cénacles coupés de la masse, ignorants de ses aspirations et de ses besoins, mais à cette masse elle même qui fait l'apprentissage de son savoir dans l'expérience de son effort et dans la coordination de l'activité de chacune de ses branches.

Cela seul compte, et les événements présents nous en apportent la preuve :

Le Chef d'Etat peut quitter la France, la Chambre peut avancer ses vacances, le gouvernement peut ne pas siéger, qui s'en aperçoit ?

Mais que les cheminots debrayent ou que les boulangers se mettent en grève et le pays est paralysé.

Cela ne prouve-t-il pas surabondamment que ceux-ci sont indispensables à la vie du pays, alors que ceux-là ne sont que des parasites ?

Vous voulez rétablir l'ordre, dites vous.

Quel ordre ?

Si c'est celui que permettra à tous de vivre dans la liberté, si c'est celui qui anéantira toutes les agitations superflues au bénéfice des activités réelles, avec pour conséquence la diminution des horaires de travail, si c'est celui qui répartira les bienfaits de la production humaine entre tous les hommes, au lieu d'en enrichir scandaleusement quelques privilégiés, si c'est cet ordre là que vous voulez non rétablir, mais établir, nous aussi et c'est pour cela que nous appelons à voir disparaître tout le système qui n'est qu'un désordre continuel et un mensonge permanent.

Proclamons l'irréversible divorce que la nation vient de ressentir et qui a transposé le problème des « Elysée », des « Palais Bourbon » ou des « Sénat » à la rue.

Qu'on en finisse avec ces appels à la majorité des Français par voie de referendum, ces grimaces démocratiques, ces invitations à un peuple souverain de décider entre son pernod du dimanche et son tiercé hebdomadaire de la réponse à faire à une question, à laquelle il ne comprend rien (et à laquelle il n'y a rien à comprendre) et dont il jouera la décision au zanzi.

Qu'on en finisse de l'imposture d'un régime qui, de loin en loin, fait semblant d'accorder au peuple un pouvoir, alors que les choses se passent ailleurs et hors de ses desiderata.

Qu'on en finisse de cette transposition de la volonté populaire sur un terrain qui n'est pas le sien, en des sphères qui lui sont étrangères, par des personnes interposés qui ne sauraient et ne peuvent le représenter, que leur cocarde soit rouge ou tricolore.

La réponse n'est pas dans les paresseux bureaux de vote, mais sur le lieu du travail, dans les assemblées populaires, dans les syndicats et dans la rue.

En dépit de la richesse des truts et des consortiums, la puissance est dans le peuple, puisque ce n'est que par l'asservissement du peuple, qu'il y a richesse des consortiums et des trusts.

Si ce peuple avait la sagesse d'ignorer ce gouvernement (dont le seul rôle est de protéger ouvertement ou secrétement les intérêts capitalistes). S'il avait la sagesse de s'organiser parallèlement à lui et dans le dédain de son existence, la révolution serait accomplie et avec elle s'établirait l'anarchie qui, selon le mot du grand géographe Elisée Reclus, est la plus haute expression de l'ordre.

Maurice LAISANT

OÙ EST LA CHIENLIT ?

L'homme dont toute l'attitude pourrait se traduire par cette formule : « Moi la France » vient une fois de plus de nous donner la mesure de sa grandeur.

Par ses valets il avait fait déclarer interdit de séjour un certain Cohn-Bendit, qui voulait répandre sur notre terre le crime de penser : Délit sans précédent.

Un homme qui pense sous la cinquième république. Quel scandale !

Mettant à profit son absence, le ministre de service fit déclarer indésirable le dangereux personnage et lui ferma les frontières.

L'histoire pourrait se terminer par l'épilogue bien connu : « Et force resta à la loi. »

Le malheur (malheur pour notre président et son laquais) voulut que dans l'ocurrence les événements apportassent une petite variante à la formule.

La loi qui — dit-on — est faite pour être violée, s'accommoda de cette éventualité, les frontières furent traversées comme la cage d'un gardien de but français, lors d'un match international, et Cohn-Bendit put tenir au cœur de la capitale une conférence de presse retransmise par la radio.

Nous espérons pour Monsieur de Gaulle et ses ministres qu'ils n'auront pas manqués d'être à l'écoute et de mesurer tout à la fois le caractère inexpugnable de leurs décisions et le respect qu'on leur accorde.

A-t-on songé où nous mènerait l'extension du geste de Cohn Bendit.

Que resterait-il de la bombette française, des avantageuses combines, des bénéfices exhorbitants des grosses banques, dont les hommes sont en place dans le gouvernement, (Oh ! pardon M. Pompidou...) si brusquement l'ensemble des Français à l'instar de Cohn-Bendit oubliait d'obéir aux décisions des gouvernements, s'abstenait de payer des impôts, négligait de se rendre à l'appel sous les drapeaux, et ne consentait pas à se laisser tondre jusqu'à la peau par un patronat dont la mansuétude va jusqu'à permettre à la classe travailleuse de ne pas mourir de totale inanition ?

Oui, que deviendrions-nous en vérité si, faisant montre d'une pareille ingratitude, les citoyens montraient quelque réticence à reconnaître l'autorité sacro-sainte du gouvernement et a bénir une police qui estropie leurs fils et viole leurs filles !

Décidément ne laissons pas Cohn-Bendit rentrer en France.

Mais j'oubliais qu'il y est.

HEMEL

La pègre

Non ! il n'est plus temps de protester, de nier et de mentir, de prendre des mines patenôtres et de froncer des sourcils broussailleux sur des gueules de faux témoins.

Aujourd'hui l'opinion est saisie et la bête démasquée.

La police s'est montrée sous son véritable jour; elle a matraqué les blessés, elle a frappé des hommes à mort et c'est miracle qu'il n'y ait pas eu de décès !

Elle s'est ruée en bête fauve sur tout ce qui pouvait lui tomber sous la main : manifestants, passants, personnes rejoignant leur domicile.

Elle a assommé de ses triques une femme enceinte, elle a cisaillé les cheveux des filles quand elle ne les violait pas, elle a cassé des tibias à coups de barre de plomb, elle s'est ruée plus sauvagement encore sur ceux qui tombaient à terre ou s'évanouissaient, elle a fait éclater les parties sexuelles sous ses matraques, elle a stoppé les secours et arrêté les infirmiers, quand elle ne leur a pas fait subir le même sort qu'à ses autres victimes.

Tous ces faits, il est du devoir de tout homme de le crier, de le hurler à toute la population.

Il ne faut pas qu'il y ait un Français qui l'ignore.

Il faut que l'on sache que quiconque se trouve face à un flic est en danger de mort, que celui que l'on a devant soi est un tortionnaire digne de toutes les Gestapos ce sont les CRS eux-mêmes qui s'en sont vantés et qui scandaient leurs matraquages par ces paroles : « Eh bien ! oui nous sommes des SS. »

Et c'est pour cela que les Français paient des impôts, pour entretenir ces bêtes fauves, certaines de leur impunité et dont la férocité se complique de sadisme.

Combien de temps le peuple tolérera-t-il l'existence de ces brutes ?

RAUCIME

Le crépuscule du syndicalisme

La vie est mouvement, c'est pour ne pas l'avoir compris que les organisations syndicales dynamitées par la révolte sauvage de la Sorbonne ont été projetées dans une grève qu'ils ne voulaient pas, par les jeunes travailleurs des usines qui se sont senti concernés par la violence révolutionnaire qui en vagues puissantes se répandait sur le pays. Et depuis on assiste à des tentatives dérisoires, souvent contradictoires et incohérentes des directions pour reprendre le contrôle de la base.

Ce que ces gens-là n'ont pas compris et ne pouvaient pas comprendre c'est que les méthodes des organisations syndicales, autant même que le gouvernement ou la société capitaliste et son régime économique, étaient remises en cause et que se glisser en tête du torrent qui déferle sur le pays les emporterait comme des fétus. Et souvent dans leur réaction réformiste et conservatrice, les syndicats n'ont été que le reflet du monde du travail, habitués à un rituel syndical à la petite semaine sans risques majeurs pour leur confort et qui cahin-caha les maintenaient dans une médiocrité économique rassurante.

Le premier mouvement de stupeur passé, l'insurrection de la jeunesse des écoles a été ressentie comme une injure. Que des jeunes croient encore en la révolution qu'eux avaient condamnée et parlent de transformer la société, que les étudiants se proposent de réussir ce qu'en deux ou trois occasions mémorables ils avaient loupé, fut reçu par eux comme un affront.

Ces derniers jours on a beaucoup injurié les dirigeants syndicaux et comme tout ce qui est excessif, ce jugement risque de tomber à plat, tombera à plat auprès des travailleurs des usines qui les connaissent mieux qu'on ne les connait au quartier Latin.

Quelle que soit l'organisation à laquelle ils appartiennent les « bonzes » ont eu vingt ans en 1936 ou en 1945. Comme la jeunesse actuelle ils ont vécu une période exaltante où tout paraissait possible, puis comme ils avaient été les meilleurs dans la lutte tout naturellement ils ont grimpé les échelons de l'appareil syndical. Alors une lente désagrégation a commencé. Pris entre la revendication journalière harassante et les servitudes politiques, leur but initial qui était la révolution syndicaliste et socialiste ne leur est plus apparu que comme une hypothèse lointaine, semblable à ces paradis qui sont la justification qu'on se donne pour excuser les servitudes qu'on accepte.

Usés par les luttes, les espoirs déçus, maintenus en selle par des succès éphémères, agréablement chatouillés dans leur amour-propre par les fauteuils de velours rouge des innombrables commissions où le pouvoir a bien voulu qu'ils posent leurs fesses et où ils font de la figuration, ils ont perdu toute foi en la révolution. Ce sont de braves gens, dans la plupart des cas, des honnêtes gens qui font leur travail avec une conscience artisanale. Bien sûr, aux moments d'euphorie ils se réclament volontiers de l'anarchie, du socialisme, du communisme avec des accents attendrissants. « Moi, tu sais, j'ai pas changé... s'il le fallait... ! » Tu parles. Ou ils sont réformistes, ou ils sont aux ordres d'un parti sur lequel ils se reposent pour cet effort gigantesque qui consiste à bouleverser les structures. Certes dans le cadre de la société capitaliste dont ils sont à la fois le complément et le régulateur ils font des efforts louables pour installer le moins mal possible des ouvriers dans le cadre tracé par le régime. Ils les défendent à travers la législation qu'on leur a imposée et qu'ils respectent trop souvent avec un scrupule imbécile, comme si elle venait d'eux-mêmes.

Mais ce qui a pesé le plus sur le comportement des organisations syndicales fut incontestablement la présence d'un parti communiste important et organisé, et surtout le caractère particulier de ce parti communiste qui fait tache parmi les autres partis communistes des pays démocratiques. Le parti communiste n'a pas seulement pesé comme une chappe de plomb sur la C. G. T. qu'il a réduit en un esclavage idéologique et pratique étouffant, mais sa présence a également paralysé toutes les autres organisations syndicales. Il a été pour les uns un espoir, pour les autres une crainte où plutôt, il a été à la fois un espoir et une crainte pour toutes les organisations syndicales. Paraissant à son début, il y a quarante ans, un organisme singulièrement plus armé pour la révolution il a rejeté par sa masse même et par sa présence les organisations syndicales vers le réformisme y compris les organisations qu'il influençait. Puis son histoire faite de crimes, de sang, d'iniquité, fit de lui le barrage le plus sûr contre la révolution, car pour ceux qui le rejetaient il a introduit un élément supplémentaire à l'équation révolutionnaire. Et sa présence a posé au mouvement ouvrier révolutionnaire ce terrible problème de préparer la révolution face à l'Etat capitaliste et son appareil, mais face également au parti communiste et au sien.

Bien sûr, la destalinisation avait amené une détente chez les naïfs et les imbéciles. Le communisme avait changé ! Ce n'était plus ce jardinier qui au fur et à mesure que des bourgeons pointaient, coupait toutes les branches qui avaient porté le fruit. Nous n'avons jamais cru à la transformation du parti. Le parti communiste français fut de tout temps le parti le plus servile et le plus cruel de l'Internationale communiste. Ayant à sa tête des renégats du socialisme qui avaient trahi entre 1914 et 1918 tels Frossard, cette vieille canaille de Cachin, Montmousseau et quelques autres, pour se faire pardonner il devait pendant quarante ans se montrer le parti le plus aux ordres de Moscou. Et si son histoire est moins sanglante que d'autres c'est que les circonstances ne lui ont pas permis de faire preuve des talents pour lesquels il avait vocation. Mais il suffit de se rappeler la libération, son attitude lors de la condamnation de Marty par exemple, pour se rendre compte de ce qu'il eut fait si les circonstances l'eussent permis.

La C. G. T., grand corps avachi est aux ordres du parti qui de temps à autre lui inflige un traitement de choc pour l'empêcher de s'assoupir tout à fait, mais il se pourrait que le traitement cette fois-ci soit trop fort et que cette carne en crève. Malgré ses scissions la C. G. T. a réussi à conserver quelques personnages, « sans parti » ou PSU qui sont là pour servir d'alibi. Ils appartiennent à cette catégorie de pauvres bougres dont je parlais plus haut qui sont tenus par le ratelier, et parfois par autre chose. Parfois un homme s'évade de cet univers concentrationnaire et nous avons aujourd'hui quelques exemples, celui de Barjonet est le plus probant, encore qu'on puisse être étonné qu'il ne découvre le caractère de la C. G. T. qu'aujourd'hui, alors qu'il a été nourri dans le sérail. Disons-le, Barjonet pas plus que Lebrun avant lui n'est récupérable, le bât qu'ils ont porté pendant si longtemps sur leurs épaules leur ont profondément entamé le cuir. Il suffit de lire dans « Combat » les déclarations de « Vigier » et de « de Paquit», comme l'article de Jean Coin pour voir qu'ils n'ont rien compris, et qu'ils étaient en état de ne rien comprendre de ce qui se passe aujourd'hui dans le pays, et surtout des vices de structures du parti. Ils ont cela de commun avec les Trotskistes de tout poil, qui veulent reconstruire à côté du parti communiste un autre parti ayant les mêmes structures, enfermé dans le même galimatias marxiste, et qui aboutira, s'il grandit, aux mêmes déformations. J'ai souvent écrit que le trotskisme n'était supportable que parce qu'il était de surface médiocre mais que le grand parti dont il rêvait aboutirait fatalement à une dictature sur le mouvement ouvrier et les syndicats.

Le caractère qu'a pris la C. G. T. a commandé le développement des autres centrales syndicales. Force Ouvrière bien qu'ayant conservé les structures de la période de faste du mouvement ouvrier (la charte d'Amiens qui définissait le syndicalisme révolutionnaire), est vidée de toute substance révolutionnaire. Sa craintive maladie du communisme l'empêche même d'avoir des contacts avec cette dernière ce qui l'a conduit à lui laisser le champ libre. Elle est apparue constamment au cours de cette crise en retard et à la remorque de l'évènement. Même ses intentions les meilleures ne sont pas prises en considération par le commentateur, par l'adversaire comme par l'allié éventuel. Bien sûr elle a constamment soutenu l'UNEF et elle a été la première à le faire. Mais cette position a été entourée de telles circonlocutions embarrassées, qu'elle n'en a tiré aucun profit sérieux, et c'est dommage car si cette centrale, à laquelle j'appartiens, est composée de militants du type de ceux que j'ai définis plus haut, elle est restée la centrale de la liberté et de la fraternité en ce sens qu'on peut s'exprimer librement en son sein et qu'elle répond toujours aux appels à la solidarité agissante qui lui sont lancés. Cette timidité l'a conduite à une maladresse qui est exemplaire. Coincée entre la C. G. T. qui groupe quelques fidèles parmi les jeunes, la C.F.D.T. qui par l'intermédiaire du P.S.U. essaie de mettre l'embargo sur la révolte de la Sorbonne; elle a été dans l'impossibilité de comprendre et d'appuyer les éléments jeunes, dont les conceptions sont celles-là même de la Charte d'Amiens. Dans cette organisation qui possède çà et là de solides noyaux révolutionnaires, et qui était plus apte que la C.F.D. T. ou la C.G.T. à comprendre l'insurrection intellectuelle, le frein a joué à fond.

Si la C.G.T. et F.O. sont des organisations d'un autre temps que l'événement emportera à cette occasion où à une autre, la C.F.D.T. revêt un tout autre caractère. C'est une organisation neuve en ce sens, qu'après une mutation qui l'a projetée sous les feux de l'actualité, elle prend un visage réaliste. Ses militants ont appris la leçon chez les bons pères. Ils sont dans le vent et la phraséologie révolutionnaire ne les effraie pas. Mais attention, à cœur chaud tête froide. A leur dernier congrès les héritiers de la plus vieille et la plus efficace école de propagandistes du monde, ont prudemment écarté toute référence à une transformation révolutionnaire de la société. La politique des deux tableaux a été jouée une fois de plus en alternance et la centrale s'est maintenue une fois de plus dans cette réthorique complexe enfantée par l'Eglise .Disons que ces gros malins ont voulu goûter de l'unité de lutte avec la C.G.T. et que ces contacts leur ont laissé à la bouche un goût amer. Bien sûr il s'agissait de se confectionner un vêtement révolutionnaire tout neuf mais avec les staliniens qui ne font de cadeaux à personne, le parrainage coûte cher et la C.F.D.T. s'en est aperçu.

Il existe deux drames à la C.F. D.T. Le premier est que la base traditionnelle du syndicalisme chrétien se hisse difficilement à la hauteur de l'équipe brillante qui anime cette centrale. Le second, que le rejet du syndicalisme révolutionnaire comme finalité la met sous la dépendance d'un parti politique quelconque pour traduire à l'échelle du parlement des aspirations qu'elle se refuse de régler dans la rue. La gauche socialiste rejetée de la C.G.T. et que F.O., toujours méfiante envers les groupes politiques tient à distance, essaie de jouer dans le rôle moteur qui est celui du parti communiste dans la C.G.T. La C.F.D.T. qui essaie de se donner des allures jeune et fringante, rongée par tous les vices qui ont maintenu sur place un mouvement syndical envahi par un dogmatisme grégaire, est gagnée par une sclérose qui depuis vingt ans désagrège tous les corps constitués de la société.

L'occupation des usines a été, il y a trente ans, le signal du renforcement momentané de l'organisation syndicale dont les adhérents atteignirent rapidement un chiffre record pour l'époque. Je crains bien que cette fois-ci, l'occupation soit le chant du cygne d'un mouvement syndical conduit à la bataille à coups de pied au cul, incapable de tirer une substance révolutionnaire de lui-même, et si ouvertement à la remorque des partis, du parlement, d'un gouvernement quelconque, que la preuve de son inutilité devienne une évidence aveuglante.

On peut penser que l'attitude des centrales syndicales a propos du protocole discuté avec le gouvernement ne renforcera pas leur prestige. Contrairement à ce que prétend le provocateur Séguy (plus stalinien que de raison, et promis par sa position aventureuse actuelle à des lendemains difficiles au sein même de son parti, au moment crucial des bilans) les Centrales syndicales avaient bel et bien accepté les propositions de Pompidou, s'apprêtaient à les signer, et seule la protestation ouvrière qui les à fait reculer, leur fait aujourd'hui maquignonner les textes pour sauver la face.

Quelle que soit l'issue de la lutte engagée, le problème de la création d'une centrale révolutionnaire est posé. Son contenu doctrinal : la Charte d'Amiens qui fut le trait d'union de tous les rassemblements syndicaux de l'histoire. Sa marque distincte : son refus de toute compromission avec l'Etat, et par conséquent son rejet de toute participation aux organismes créés par le régime capitaliste. Dans un syndicalisme rénové la discussion des intérêts momentanés des travailleurs devra passer par des contacts directs entre les fédérations d'industrie et les organismes patronaux où d'Etat. Ces contacts circonstanciels ne devant jamais rejeter dans l'ombre ce qui est le but initial, constant, permanent, du syndicalisme : la suppression du salariat et du patronat. C'est à partir de ces bases doctrinales que pourront être déterminées les méthodes de gestion ouvrière du patrimoine économique de la nation, les méthodes de liaison entre les industries par l'intermédiaire du lien fédératif. A ces éléments classiques du syndicalisme, il faudra ajouter l'égalité sociale et morale entre les différentes fonctions que nécessite le développement de la production comme de la vie en société.

C'est la dernière chance du syndicalisme dans cette période de décrépitude et que seul le syndicalisme révolutionnaire peut replacer dans sa voix traditionnelle : la vocation gestionnaire. Cette dernière chance il faut la courir résolument car en dehors de sa vocation révolutionnaire, le syndicalisme par sa structure propre est un élément indispensable pour permettre à la révolution sociale de lancer l'histoire dans une direction différente.

Demain ne sera pas pareil qu'hier ! L'évidence de ce propos éclate aux yeux de tous. Il est temps, grand temps pour le mouvement syndical d'y songer. Ceux pour qui l'effort de rénovation parait trop pénible doivent s'en aller. L'histoire est en train de tourner une page du grand livre de l'évolution humaine. A la croisée des chemins, les trois grandes centrales syndicales sont guettées par le souffle puissant de la foule. Ou elles se placeront dans le vent, ou elles seront emportées par la bourrasque.

Maurice JOYEUX

LE MONDE LIBERTAIRE
3, rue Ternaux, PARIS (11e)
Tél. VOL 34-08 CCP 11289-15 Paris

***

12 numéros : 20,00 F

Le directeur de la publication :
MAURICE LAISANT

Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevreul, 94-Choisy-le-Roi